



TISSER DES LIENS DE CONFIANCE

Les nations et les communautés qui émergent d'un conflit doivent cimenter les rapports humains et reconstruire les infrastructures, les institutions et les systèmes qui constituent les fondements de la paix. Souvent, il faut rétablir la gouvernance et prodiguer des services de base. Dans les situations fragiles, il est impératif d'écarter la menace de récurrence et d'exacerbation des conflits en s'attaquant aux causes sous-jacentes et en facilitant le passage à des conditions sécuritaires normales.

Le volontariat est la formule par laquelle le programme VNU coopère avec des partenaires pour reconstruire les capacités de gouvernance locale, soutenir les efforts de démobilisation, de désarmement et de réinsertion et protéger les droits de l'homme. Le programme VNU engage individus et communautés dans la mise en place d'environnements sûrs et stables favorables à la résolution pacifique des conflits, leur faisant prendre en main les processus de gestion des conflits et de relèvement.

Au Kenya, les volontaires VNU aident les communautés affectées à s'approprier les processus de réconciliation et de rétablissement. Au Libéria, ils concourent au fonctionnement des systèmes judiciaires pour maintenir l'État de droit. Au Soudan et en République démocratique du Congo, les volontaires VNU travaillent pour que les adversaires cessent le combat et retournent dans leurs communautés, veillant particulièrement à leur désarmement. Et en Haïti, les volontaires VNU contribuent à instaurer la confiance entre les communautés et la police.

Ce sont des volontaires communautaires qui au Kenya ont œuvré en tête de la résolution du conflit et de la construction de la paix après l'éruption de violence qui a fait suite aux élections générales de décembre 2007. « Il n'a fallu que quelques jours pour que des régions entières soient fermées aux acteurs du développement international », rappelle Elizabeth Lwanga, qui au moment de la crise qui a suivi les élections était Coordinatrice résidente des Nations Unies et Représentante résidente du PNUD. « Impossible de nous rendre dans les communautés pour y servir de médiateurs ; impossible d'y fournir nourriture, matériel et soins médicaux. Les seuls qui avaient accès à ces communautés étaient des volontaires de ces communautés mêmes, et ce sont eux qui ont été nos ambassadeurs pour la paix. »

Travaillant en étroite collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la

paix et le gouvernement du Kenya, le PNUD et le programme VNU ont lancé en février 2008 un Plan d'urgence de volontaires destiné à promouvoir le dialogue communautaire après les élections. Officialisé à titre de Plan de Volontaires de quartier (NVS), il est géré par le programme VNU en collaboration avec le Secrétariat national institué auprès du cabinet du Président pour la construction de la paix et la résolution du conflit. Vingt et un volontaires VNU nationaux ont formé 900 animateurs de jeunes, professionnels retraités, femmes et leaders d'opinion à la résolution des conflits et à la sécurité communautaire, de même qu'à la réponse humanitaire et au relèvement accéléré.

Aeneas Chuma, qui assume actuellement les fonctions de Coordinateur résident des Nations Unies et de Représentant résident du PNUD, considère que le volontariat est une approche naturelle de la gestion des crises en temps

La Volontaire de quartier Rose Anyango Ouma (à droite) travaille avec des personnes comme David Situma, charpentier à Kibera, Nairobi, et les conseille sur la façon de remettre leurs affaires sur pied, après leur destruction due aux conflits qui ont suivi les élections au début de l'année 2008. (Harald Franzen, 2009)

À la rencontre des volontaires

Lahatra Rakotondradalo, ingénieur en travaux publics à Madagascar et volontaire VNU, a été envoyée par le HCR en République démocratique du Congo pour aider à repérer le site d'un nouveau camp destiné à accueillir une vague massive de personnes arrivant à Minova, ville située à une cinquantaine de kilomètres de Goma. Le HCR intervenait ici pour offrir un abri à quelque 4 000 personnes déplacées. Jusqu'alors, les familles étaient contraintes de trouver temporairement refuge dans les écoles, les églises et dans l'enceinte de l'hôpital local.

Le travail de Lahatra Rakotondradalo n'est toutefois pas simplement un travail d'ingénieur, et elle sait très bien à qui elle a affaire.

« Nous devons faire preuve de beaucoup de tact dans notre façon d'approcher les bénéficiaires », dit-elle. « Leur changement de statut – de celui de réfugiés totalement tributaires d'une aide externe à celui de rapatriés – est souvent très difficile. Notre tâche consiste à faciliter leur réintégration dans leurs communautés. Nous faisons donc participer les anciens réfugiés au travail volontaire de reconstruction, depuis la confection de briques à la construction de murs et d'équipements sanitaires, et cela est d'une grande aide. »



réel. « Les Volontaires de quartier ont compris ensemble qu'ils étaient confrontés à une grave menace pour le tissu même de leur société. La crise a induit un sentiment d'urgence qui les a poussés à se réunir pour réagir et à prendre en charge la promotion et la direction des processus de relèvement et de réconciliation. »

Son activité de Volontaire de quartier a abouti chez Duncan Opee à des changements personnels. « J'avais pris parti pendant les combats, et même ma femme, qui est d'une autre tribu, s'est enfuie. Maintenant, j'en appelle à maîtriser la violence et à gérer la colère, et je m'efforce de réparer le mal auquel j'ai contribué. »

Mariam Yahya, que les jeunes Volontaires de quartier appellent affectueusement « Mama Mariam », ajoute : « Les Volontaires de quartier sont connus et respectés, et les gens viennent maintenant nous exposer leurs problèmes. Nous assurons écoute et conseils, médiation et négociation. Et nous avons pu, par exemple, aider des gens à retourner dans leurs maisons qu'on leur avait prises pendant les violences consécutives aux élections. »

Après des années de conflit au Libéria, les Nations Unies concourent à la mise en œuvre de l'Accord global de paix de 2003 et à la restauration de la loi et de l'ordre. « La MINUL [Mission des Nations Unies au Libéria] veut faire en sorte que tous, de même que les autorités, observent, respectent et suivent les règles nationales et internationales appliquées en permanence par des instances judiciaires

indépendantes », dit Henrietta Mensa-Bonsu, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire Général au Libéria chargée de l'État de droit. « C'est un soutien inestimable que les volontaires VNU apportent à ce processus. Ils mettent leurs partenaires à même d'en faire davantage pour sauvegarder les droits et la dignité de leurs concitoyens. »

Geoffrey Omon, juriste ougandais, est un volontaire VNU travaillant comme superviseur du système judiciaire à la Division de l'assistance aux systèmes juridique et judiciaire dans le Comté de Lofa, où la dernière guerre avait éclaté. Spécialiste se consacrant à l'État de droit, il assure le suivi et rend compte de l'administration de la justice, développe les capacités des partenaires nationaux et recueille des données sur des thèmes tels que la violence sexo-spécifique. Il encourage par ailleurs les membres des communautés et leur donne la capacité de s'adresser aux organes judiciaires officiels plutôt que de régler leurs affaires en privé ou de recourir à la « justice de la rue ».

« Il est maintenant de plus en plus fréquent que l'on porte plainte auprès de la police au lieu de s'adresser ailleurs », dit-il. « Le programme VNU encourage le volontariat dans le domaine des questions juridiques, et certains s'engagent même actuellement comme volontaires pour compenser la pénurie de magistrats. »

Le programme VNU soutient aussi le Service national de volontariat pour les jeunes (NYVS) du Libéria, un projet mis en place par le Ministère libérien de la jeunesse et des sports,

Aloysius Griffiths, volontaire VNU national, a le soutien des communautés dans le mouvement étudiant qu'il dirige à Buchanan, Comté de Grand Bassa au Libéria. Cette manifestation fait partie des nombreux événements organisés dans le pays pour sensibiliser le public à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. (Harald Franzen, 2009)



Ugutambuka niko kugenda

Un pas après l'autre comme on apprend à marcher

le PNUD et le programme VNU. Depuis son lancement en septembre 2007, le NYVS a recruté 67 universitaires, appelés « Volontaires nationaux ». Dans un pays où le taux de chômage est de 85 pour cent, ce dispositif permet d'acquérir une précieuse expérience du travail.

Les Volontaires nationaux enseignent actuellement dans des écoles élémentaires, renforcent les compétences des enseignants locaux et mènent des campagnes de sensibilisation aux questions de santé dans les cliniques et les communautés. Ils s'attachent par ailleurs à améliorer la situation des femmes en plaidant pour l'éducation des jeunes filles et pour la fin de la violence sexo-spécifique et des pratiques discriminatoires, et mettent au point des campagnes de construction de la paix pour réduire les divisions et la polarisation qui existent au bout de 15 ans de conflit armé.

Le Soudan a été plongé dans la guerre civile pendant plus de deux décennies. L'Accord global de paix qui appelle à la démobilisation, au désarmement et à la réinsertion des anciens combattants et des groupes spéciaux ainsi qu'à la promotion de la sécurité locale, a été signé en 2005 pour permettre une paix durable. Le programme VNU coopère avec la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) pour accompagner et appuyer la mise en œuvre de différents volets de cet accord liés aux aspects politiques, militaires, humanitaires et concernant le développement. La MINUS est également chargée de faciliter le retour volontaire des réfugiés et des personnes

déplacées, assure un soutien au déminage et apporte une contribution aux efforts internationaux de défense et de promotion des droits de l'homme au Soudan.

Eveline de Bruijn est une volontaire VNU néerlandaise affectée au programme pour la sécurité locale et le contrôle des armes. Ce programme du PNUD, mis en œuvre conjointement par le gouvernement du Sud-Soudan et la MINUS, concourt à développer la capacité des organes gouvernementaux, de la police des États, des institutions de l'État de droit et des autorités locales à renforcer la sécurité.

Dans son action auprès des autorités des communautés locales, Eveline encourage les jeunes, les femmes et les personnes âgées à s'occuper de sensibiliser à la sécurité locale et au contrôle des armes. Elle les appelle à discuter de leurs préoccupations en matière de sécurité, à rechercher les causes qui sont à l'origine des problèmes, à proposer des projets pour améliorer la sécurité, et leur explique comment le programme peut leur venir en aide.

Pour Eveline, il y a beaucoup à faire. « Il y a onze comtés rien que dans l'État de Jongley, et je passe en moyenne quatre à cinq jours dans chaque comté. Je suis toujours en déplacement en terrain accidenté, et il faut parfois onze heures pour parcourir 120 kilomètres. » Mais ce n'est pas la seule chose qui l'inquiète. « La situation sécuritaire est fragile et imprévisible. Je suis tombée dans une embuscade tendue par des bandits, mais heureusement mes



La volontaire VNU hollandaise Eveline de Bruijn (à droite) discute avec un paysan soudanais près de la ville de Bor dans l'État de Jonglei. Étant donné que Jonglei est principalement constitué de communautés paysannes, le bétail a beaucoup de valeur et les raids armés sont un problème croissant. Le dialogue avec les éleveurs est donc essentiel pour régler les conflits. (Tim McKulka/MINUS, 2009)

Umutwe umwe ntiwigira inama

Deux têtes ont plus d'esprit qu'une seule

collègues et moi-même en sommes sortis indemnes. Lorsque des combats éclatent, nous devons interrompre notre travail et rester prêts à repartir dès que la situation le permet. C'est le volontariat qui me donne l'énergie et la motivation nécessaires. »

Dans son histoire récente, la République démocratique du Congo a été plongée dans plusieurs conflits. La Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) facilite la mise en œuvre de l'accord de Lusaka de 1999, avec le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des anciens combattants dans leurs communautés.

En Ituri, l'une des régions en proie au conflit dans l'est du pays, le programme VNU et le PNUD prêtent leur soutien au processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion en partenariat avec la MONUC, la FAO, l'UNICEF, OCHA et le HCR. Une équipe rassemblant des volontaires VNU nationaux au nombre de quinze et internationaux au nombre de six a œuvré auprès des communautés, des autorités locales, des organisations non gouvernementales et de la société civile pour assurer la réorientation des ex-combattants et engager les communautés à accepter leur retour et leur réinsertion.

Le processus de réinsertion a été mené à deux niveaux. La phase de transition faisait appel aux ex-combattants et à la communauté pour la remise en état de l'infrastructure. Cette action commune au coude à coude a donné à 1 600 ex-combattants et 7 600 membres

de communautés locales l'occasion de nouer des liens. Lors de la phase de consolidation, le programme VNU a dispensé à 1 600 ex-combattants et 500 membres des communautés une formation professionnelle, leur fournissant une aide financière et le soutien nécessaire pour lancer une affaire.

« Ce projet a permis de faire aboutir la démobilisation de 23 000 ex-combattants, dont 10 000 enfants soldats », dit Alberto Barrera, volontaire VNU espagnol expert en réinsertion. Les volontaires VNU font l'apport de démarches nouvelles et créatives de conception de projets. Grâce à cet important succès, le programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion en Ituri s'est vu décerner le Prix 2007 de l'Administrateur du PNUD pour l'innovation et l'engagement. »

Le chef du bureau du PNUD en Ituri, Jonas Mfouatie, lui-même ancien volontaire VNU au Kosovo et en Sierra Leone, considère que le volontariat a été l'expérience la plus enrichissante de sa carrière. « Les volontaires VNU apportent une solide expertise technique et professionnelle. Ils sont investis de hautes responsabilités et, aux yeux des communautés et des autorités locales, sont des représentants du PNUD », dit-il. « Agissant quotidiennement auprès des autorités locales, de la société civile et des communautés, les volontaires VNU contribuent au développement des capacités. Sans la contribution des volontaires, il serait impossible aux Nations Unies de concrétiser leur mandat de construction de la paix et de développement durable. »

SERVICE VOLONTARIAT EN LIGNE

Le service Volontariat en Ligne du programme VNU connecte avec des organisations des volontaires désireux d'œuvrer en ligne pour le développement humain durable, et met à profit leurs connaissances, leurs compétences et leur expérience pour contribuer à résoudre les problèmes auxquels les pays en développement sont confrontés. En 2008, le service Volontariat en Ligne a été réaménagé et élargi au français et à l'espagnol en plus de l'anglais. Les organisations de base recourent de plus en plus au service, et le nombre de tâches a augmenté de 45 pour cent. En 2008, il y a eu 3742 volontaires en ligne (dont 59 pour cent de femmes) assumant 5 259 tâches.

Shine a Light (« Allumer une lumière »), un réseau d'organisations non gouvernementales s'occupant d'enfants des rues dans toute l'Amérique latine, a engagé une équipe de sept volontaires en ligne pour la traduction de matériel éducatif et d'informations sur les bonnes pratiques émanant de plus de 200 organisations de base avec lesquelles il coopère. Traduisant depuis diverses langues, de l'espagnol au portugais en passant par l'aymara et le tzotzil, les volontaires en ligne ont apporté une contribution capitale à la diffusion du savoir au sein du réseau et à la lutte contre le crime, la violence et les privations que subissent les enfants des rues.

« Shine a Light a eu des répercussions considérables sur la vie des enfants en Amérique latine, à la fois en améliorant la capacité des organisations de base non gouvernementales et en réformant les politiques publiques, mais jamais nous n'aurions pu y parvenir sans l'aide des volontaires en ligne », déclare Kurt Shaw, Directeur de Shine a Light.

Le Bureau pour la reconstruction et le développement (BRD), en Afghanistan, travaille dans les domaines des droits de l'homme et du développement des capacités du gouvernement et des organisations non gouvernementales et de la société civile. La volontaire en ligne Yin Mei Wong a prêté assistance au BRD dans la définition de sa stratégie et conçu des plans d'action pour sa mise en œuvre, guidé l'élaboration de propositions de projets et facilité le travail en réseau avec d'autres organisations œuvrant pour le développement. Elle a élaboré et réalisé des stratégies de marketing et de promotion.

Khan Agha Dawoodzai, Directeur du programme BRD, est convaincu que les contributions de Yin Mei ont concouru à renforcer la capacité de l'organisation à réaliser ses projets de développement. « Yin Mei et les autres volontaires en ligne nous ont permis d'être en prise sur le monde », dit-il. Quant à elle, Yin Mei observe : « Le volontariat en ligne a ajouté une dimension nouvelle à ma façon de mettre en œuvre mes compétences et approfondi mon intérêt pour le travail de développement. »

Instaurer une paix durable est un véritable défi dans les bidonvilles de Martissant, Haïti, où quelque 300 000 personnes peuplent une zone de moins de 10 kilomètres carrés. La population est indigente et très jeune : 50 pour cent des habitants ont moins de 24 ans. Le programme VNU coopère avec la Section des affaires civiles de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) pour renforcer la sécurité et soutenir les efforts visant à établir la loi et l'ordre dans cette zone en proie à la violence.

Les volontaires VNU assurent un suivi permanent de la situation, mettent les membres de la communauté à même de coopérer avec les forces de police et ouvrent l'accès aux voies de recours face à la violence. Ils consolident aussi les capacités des fonctionnaires locaux, y compris la police nationale d'Haïti, par des actions de formation, d'accompagnement et de suivi.

J. Carter, Directeur des affaires civiles à la MINUSTAH, fait l'éloge de la contribution qu'apporte le programme VNU. « Les

volontaires VNU sont au contact quotidien du citoyen et du fonctionnaire moyens. Ils ont concouru à l'amélioration progressive des capacités des personnels municipaux et délégués. »

Caroline Demarque est une volontaire VNU belge assumant les fonctions d'officier chargé des affaires civiles. « Le travail que nous effectuons avec la MINUSTAH encourage la population à coopérer avec les forces de la police nationale et à recourir à des moyens légaux lorsqu'il s'agit de combattre la violence dans le bidonville. Ce sentiment d'appropriation est d'une importance capitale dans une zone si sujette à la violence. »